



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la
S.A. COMTEX-CARBONISAGE DE MOUVAUX pour son
établissement situé à MOUVAUX.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-8 et R 512-39-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2013 imposant à la S.A. COMTEX – CARBONISAGE DE MOUVAUX des prescriptions complémentaires relatifs à la remise en état de son site anciennement exploité à MOUVAUX (59420), 60 rue Lorthiois ;

Vu le rapport du 26 novembre 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la société COMTEX-CARBONISAGE DE MOUVAUX a exploité des installations classées relevant du régime de l'autorisation sur le site de MOUVAUX ;

Considérant que les sols au droit de ces installations classées présentent des pollutions localisées aux hydrocarbures, à l'acide sulfurique, aux PCB, au trichloroéthylène et une pollution généralisée en métaux ;

Considérant que lors de l'inspection effectuée sur le site le 28 septembre 2015, il a été constaté :

- la présence de déchets susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols ou des eaux ;
- que les ouvrages en profondeur n'ont pas été rebouchés conformément aux dispositions de l'article 3 et dans les délais prévus à l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2013 susvisé ;
- que les travaux de traitement des sols prévus à l'article 4 n'ont pas été réalisés dans les délais prévus à l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2013 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire que l'exploitant mette en œuvre les travaux susvisés ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société COMTEX-CARBONISAGE DE MOUVAUX, dont le siège social est situé 29 Avenue de la Marne, Parc des chênes à WASQUEHAL (59290), et ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état de son site anciennement exploité au 60 rue Lorthiois à MOUVAUX.

Article 2 – Travaux et délais

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'Environnement relatif à la mise en sécurité du site.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions de l'article 3 « Obturation des ouvrages en profondeur » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2013. L'exploitant communiquera tous les justificatifs relatifs à ces opérations conformément à l'article 2 « Dossier de suivi ».

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2013 aux articles suivants :

- Article 4 - « Traitement des sols » ;
- Article 5 - « Analyse finale des risques résiduels » ;
- Article 6 « Recommandation concernant les phases de travaux au niveau des zones contaminées » ;
- Article 7 - « Précautions d'usage et maintien de la mémoire » ;
- Article 8 - « Contrôle de l'application des mesures préconisées ».

Article 3 – Changement d'usage

Dans le cas où l'exploitant ne serait pas en mesure de réaliser ces travaux établis pour un usage sensible du site, il pourra solliciter une évolution des conditions de remise en état du site en appliquant les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement. L'usage proposé pour le site sera à minima « industriel ».

Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8-II du code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 6 – Exécution


Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de MOUVAUX,
- Président de la Métropole Européenne de Lille,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de MOUVAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à LILLE, le 23 DEC. 2015

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Olivier GINEZ

